

---

## COMPTES RENDUS

---

**Ho Hai Quang, *L'Île de la Réunion (1961-2020), de la plantation au capitalisme dépendant*, Éditions Poisson Rouge, 2021, 540 p.**

Ho Hai Quang nous donne ici le quatrième volume de son histoire économique de la Réunion<sup>1</sup>, depuis son peuplement au XVIIe siècle jusqu'à aujourd'hui. Ce dernier volume porte sur la période contemporaine et la départementalisation.

Chacune des cinq parties du livre aborde un thème différent, selon un ordre chronologique à l'intérieur de chacune d'elles, mais sans lien chronologique d'une partie à l'autre. Les parties sont de plus en plus importantes en volume, allant de 30 pages pour la première sur le contexte international, 50 pour la deuxième sur la fin de l'économie de plantation, à 100, 150 et 110 pages pour les troisième, quatrième, et dernière, respectivement consacrées aux bases de la nouvelle structure économique, à l'extension d'un système capitaliste, et enfin aux déséquilibres actuels.

Département depuis 1946, la position de la Réunion se voit renforcée par les Indépendances africaines en 1960, elle devient selon Michel Debré « le pilier de la présence de la France dans la région ». Le lancement du Marché Commun au même moment, devenu ensuite la CEE puis l'UE, permettra toute une série d'aides aux DOM, décrites dans le premier chapitre. La création de l'OMC en 1995 favorise une extension du libre-échange en réduisant les avantages spécifiques accordés aux DOM et pays africains liés à l'UE.

Les années De Gaulle après 1958 voient le retour de la stabilité politique et le triomphe de Michel Debré, député de la Réunion de 1963 à 1988. Plus de compétences locales avec la décentralisation sont mises en place dans les années 1970. Le nombre de fonctionnaires dans l'île est passé de 4% du total des emplois en 1967 à 8% en 2011. Le nombre d'emplois publics (pour 1000 hab.) n'est pas très éloigné de la situation en métropole : 80 contre 72. Pour l'auteur, la Réunion n'est pas suradministrée. Mais comme la France l'est par rapport à ses voisins (plus de 500 000 fonctionnaires en France de plus qu'en Allemagne pour 15 millions d'habitants en moins), cette affirmation doit être sérieusement relativisée. Ces fonctionnaires réunionnais sont en outre surpayés, avec un traitement majoré de 54% depuis 1979.

La deuxième partie commence par une analyse très claire de l'économie de plantation au début des années 1960 (ch. 3). Les tentatives successives de cultures annexes, par rapport à la canne à sucre, thé, tabac, géranium, vétiver, échouent successivement, du fait principalement de la concurrence de pays à coût de main d'œuvre plus faible, seule la vanille tire son épingle du jeu et continue à être exportée. Quant à la canne, sa production locale entre en crise dans les années 1970, du fait également de coûts salariaux non concurrentiels. Le secteur, largement aidé par l'État, subsiste et continue à raffiner pour exporter du sucre, mais représente une part marginale du PIB de l'île. Dans ces conditions, quelles peuvent être les nouveaux axes de l'économie réunionnaise ? C'est ce que la troisième partie cherche à analyser.

---

<sup>1</sup> On trouvera dans la revue *Région et Développement* les comptes rendus des tomes précédemment publiés, tous disponibles en ligne : tome 1, 1998, portant sur la période 1642-1848 (dans le n° 11, 2000) ; tome 2, 2004, 1849-1881 (dans le n° 23, 2006) ; tome 3, 2008, 1882-1960 (dans le n° 29, 2009). Trois de ces ouvrages ont été publiés à L'Harmattan, le dernier par une entreprise basée sur l'île : [editions-poissonrouge.com](http://editions-poissonrouge.com).

L'auteur nous rappelle une expression d'après-guerre, *la diagonale du vide*, désignant cette France peu peuplée, comprenant des départements allant « des Ardennes aux Pyrénées en passant par le Massif central », objet de nombreux débats à l'époque. L'explosion démographique à la Réunion, dès les années 1950, contraste avec ce vide et explique les migrations, notamment d'enfants, organisées dès 1963 par les pouvoirs publics et pendant une vingtaine d'années, depuis les familles de petits Blancs pauvres des Hauts de l'île. Plus de 2000 mineurs ont été ainsi transférés. Ces déplacements ont fait l'objet, bien après, de critiques impitoyables en France, mais notre auteur reste très modéré dans son évaluation et se garde bien d'aller dans ce sens. La politique de migration vers la métropole a concerné aussi des adultes, dont le nombre est d'environ 70 000 entre 1960 et 1980. Il s'agissait à la fois de réduire la pression démographique sur place et d'augmenter l'offre de main d'œuvre en France dans la période de croissance des Trente glorieuses. La fécondité dans l'île a baissé rapidement après 1970, rejoignant le niveau moyen français.

Suit un chapitre également instructif sur les infrastructures. La Réunion doit importer 86% de son énergie. Le pétrole arrive au port, dans la ville du même nom, et y est stocké. L'électricité vient de centrales thermiques au fuel et au charbon, également importés, mais aussi plus récemment des résidus de la canne (bagasse), produits sur place. Il s'agit d'une innovation unique au monde, réduisant la dépendance énergétique de l'île (12% de la consommation venant de la bagasse).

Vient ensuite le grand débat sur les routes. Le chemin de fer disparaît complètement en 1976 sur la partie la plus difficile de l'île, la fameuse corniche entre St Denis et La Possession. Une route du littoral à deux voies, dangereuse et souvent fermée par mauvais temps du fait des risques d'éboulement, relie les deux villes. Le nombre de voitures dans l'île explose, plus de 400 000 actuellement pour une population de moins de 900 000. La route du littoral devrait être doublée par une route à deux voies en mer, plus sûre (NRL, Nouvelle route du littoral), commencée en 2014 et loin d'être achevée, et d'un coût exorbitant<sup>2</sup>. Elle devait être accompagnée d'un tram, mais le projet a été finalement abandonné. Au sud de la corniche par contre, la route des Tamarins, une double voie de 34km à mi-pente, a été terminée en 2009, permettant d'améliorer le trafic et de désengorger les villes à proximité.

A la suite, sont présentées les autres infrastructures et leur évolution, dans le domaine portuaire, aéroportuaire, les télécommunications, avec des progrès spectaculaires, puisque par exemple 80% des Réunionnais ont accès à Internet. D'autres aspects sont la création de zones industrielles, favorisant l'implantation d'entreprises et l'industrialisation, le développement de l'irrigation pour remédier aux périodes en déficit de pluies, le développement des Hauts, dans les cirques, longtemps délaissés, avec l'agriculture et surtout le tourisme de nature.

Le chapitre 9 décrit la situation de pauvreté dans l'île en 1960, puis les améliorations enregistrées, notamment par l'extension des prestations et allocations sociales diverses, jusqu'à atteindre la parité avec la métropole. Des investissements massifs dans la santé, le logement et l'éducation accompagnèrent également cette évolution jusqu'à aujourd'hui. L'université, créée en 1982 à St Denis, est un des éléments importants de cette modernisation. La troisième partie du livre se termine sur les questions monétaires, avec les changements successifs de dénomination, du franc CFA au FF puis à l'euro.

Dans la quatrième partie consacrée au nouveau système productif, l'auteur explique d'abord comment la norme de consommation s'aligne peu à peu sur celle des pays développés, la métropole en premier lieu, nécessitant la croissance rapide des

<sup>2</sup> La construction d'un second viaduc à une trentaine de mètres au-dessus de l'océan Indien et suffisamment éloigné de la falaise devrait terminer l'ouvrage, dont le Conseil Régional a pris la décision en février 2022, mais ne sera pas achevée avant 2029 ou 2030.

importations, et permise par l'augmentation des transferts sociaux et des salaires, notamment des fonctionnaires, métros ou locaux, bénéficiant d'un sursalaire. Le réseau de distribution est aussi modernisé avec le développement des grandes surfaces permettant de baisser les prix (ch. 13). Dans le dédale des lois et régimes fiscaux propres aux DOM, l'auteur entreprend une présentation détaillée, permettant de clarifier le système en place. Sa maîtrise de ces sujets très techniques ne laisse pas d'impressionner.

Le secteur agricole a connu des progrès remarquables, à partir de la monoculture de la canne vers 1960, la production a augmenté et s'est diversifiée, une progression parsemée de nombreux échecs, bien présentée dans le chapitre 15. La couverture des besoins locaux par les fermes réunionnaises a augmenté, mais reste inférieure en moyenne à 50 % du fait de l'augmentation de la population et des revenus. Le problème de surface disponible, avec l'urbanisation croissante, sur une petite île, condamne à long terme à dépendre des importations. Un début de développement industriel diversifié caractérise aussi les années 1970, favorisé par l'instabilité à Madagascar en comparaison de l'île voisine (ch. 16). Le BTP et les agro-industries, ayant su s'adapter à la demande locale, en constituent les fleurons, mais le secteur ne représente que 8% de la production totale et 12% des emplois. Le secteur tertiaire, les services, représente au contraire environ 80% de l'emploi et de la production.

Le chapitre 18, très intéressant, porte sur la pêche qui s'est développée depuis les années 1980, les différentes formes et réglementations sont abordées dans le détail, depuis les petites embarcations partant pour la journée jusqu'à la pêche industrielle sur des bateaux de 60m allant jusqu'aux Kerguelen pour des mois.

Le tourisme (ch. 19) est devenu un secteur important, dépassant de loin par ses recettes les produits d'exportation comme le sucre, la pêche ou le rhum. La quatrième partie se termine sur les transformations du système productif et les groupes dominant l'économie locale. Jusque-là l'auteur s'est borné à une présentation d'économie descriptive, minutieuse, précise et claire. Dans le chapitre 20 il passe à l'analyse économique, d'inspiration marxiste. La définition du capitalisme donnée dans le livre est la suivante : « Une organisation sociale de l'activité économique fondée sur le travail salarié, la propriété privée des moyens de production, et dont le fonctionnement est régulé par le marché » (p. 326). On pourrait se contenter du deuxième aspect, puisque la propriété privée des moyens de production implique le travail salarié. Ajouter qu'on a aussi un travail salarié dans une économie du socialisme réel (propriété collective des moyens de production), et qu'on peut avoir du capitalisme sans économie de marché, dans une économie capitaliste dirigée ou planifiée<sup>3</sup> (propriété privée des moyens de production + plan central impératif remplaçant la régulation par le marché).

A la Réunion, les entreprises individuelles dominent, micro-entreprises, comptant moins de dix salariés, formant ce que l'auteur appelle un « nano-capitalisme », elles constituent 95% du nombre des entreprises de l'île et presque un tiers des salariés. Mais les plus grandes entreprises, capitalistes, produisent et représentent plus de 60% de la valeur ajoutée et du nombre de salariés. Une vingtaine de groupes dominent l'économie de l'île, d'origine extra-insulaire pour la plupart : Casino, Leclerc, Carrefour, Leader Price, Colas, Bourbon, Bouygues, Vinci, etc. (ch. 21). Rappelons que l'auteur est un spécialiste de l'entreprise à la Réunion, pour avoir publié un ouvrage original sur la question<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> Quoiqu'évidemment ce soit un *rara avis*, puisque le capitalisme va de pair en règle générale avec une économie de marché. Mais il s'agit d'une possibilité, dont l'Allemagne nazie, avec ses plans impératifs donne un exemple.

<sup>4</sup> Ho Hai Quang, *38 chefs d'entreprise témoignent, Île de la Réunion 1960-2000, Destins de famille, interculturalité et économie*, Azalées éditions, 2001.

L'analyse de l'auteur est claire, il est apparu sur les dernières décennies un changement de mode de production, on est passé d'une économie de plantation, étudiée dans ses précédents tomes, à une économie intégrée au capitalisme commercial mondial et dominée par de grands groupes, un système oligopolistique.

Dans la cinquième et dernière partie, la croissance et ses déséquilibres sont étudiés. La croissance économique a été forte, plus forte qu'en métropole, portée par la demande globale<sup>5</sup>, si bien que les écarts ont été réduits : à peine 29% du PIB par habitant de la métropole en 1970 pour passer à 66% en 2015. Les aides venues de Paris et de l'UE ont joué un rôle important, représentant ainsi près de la moitié du PIB de l'île en 2010. Le déficit commercial correspond aussi à un transfert de richesses vers l'île puisque les importations ne sont pas financées par des exportations. L'indicateur du développement humain (IDH) s'est également rapproché de celui en Europe, et est beaucoup plus élevé qu'à Madagascar ou aux Comores.

Le chômage à la Réunion est analysé au chapitre 24. Il s'élève à environ un tiers de la population active, soit quelque 200 000 personnes. L'auteur voit dans les investissements trop capitalistiques une des principales causes du chômage. Il aborde aussi la question d'une politique sociale généreuse comme facteur de sous-emploi (page 408), peut-être aurait-il fallu insister et creuser cette relation. Peut-on dire que sous un climat clément les allocations diverses – versées par « la grosse mère poule », la métropole – incitent peu à chercher du travail ? Ainsi « un tiers des ménages de la Réunion n'a comme ressources que ces minima sociaux » (page 460). Comme le disait Milton Friedman, la meilleure façon de réduire le chômage n'est sans doute pas de le subventionner... Le taux de chômage à l'île Maurice voisine est ainsi trois fois plus faible, de l'ordre de 6 à 9%.

Les inégalités ont été réduites dans les années 1970 à 1990, avec la création du RMI, et la tendance se poursuit après 2000 (ch. 25), mais elles restent plus importantes qu'en métropole. Il s'agirait même « du département français le plus inégalitaire » selon l'INSEE. Et la pauvreté est étendue<sup>6</sup>, « environ 40% de la population vit avec de très bas revenus » (page 437), alors même que les prix sont plus élevés qu'en France continentale, ce qui n'est guère étonnant pour une île éloignée devant importer massivement et constituée d'oligopoles (ch. 26, « La vie chère »). Mais les écarts sont excessifs, ce qui suscite des revendications populaires et des explosions sociales (ch. 27).

La conclusion générale résume les différentes parties, une analyse éclairante est celle des théories économiques, autour de la grande poussée (*Big Push*) de Paul Rosenstein-Rodan, pionnier de l'économie du développement dans les années 1940, combinée avec la recherche de la satisfaction des besoins essentiels. Ce qui frappe le plus tout au long du livre, et rappelé ici, est que l'Etat a joué un rôle central et moteur dans ces stratégies, avec les transferts massifs versés depuis plus d'un demi-siècle, la *rente de développement* dont parle l'auteur.

<sup>5</sup> De l'ordre de 5% par an dans les années 1970 par exemple, 7% même au tournant des années 1980 et 1990, et à nouveau 4 à 5% dans les années 2000, mais la Réunion n'échappe pas à la crise mondiale après 2008, pour repartir après 2014 et ralentir à nouveau avec la pandémie.

<sup>6</sup> On apprend également que presque un quart de la population est encore illettrée, et plus de la moitié parle uniquement le créole. Pour l'auteur, « le créole n'est pas une langue "inférieure" au français, qui n'est, après tout, que du latin "créolisé" ». Certes. Mais il y a un effet de temps et un effet de masse. Le latin a été « créolisé » en français depuis 2000 ans, avec beaucoup plus tard les règles fixées par Malherbe (« Enfin Malherbe vint », Boileau), et le français s'est étendu sur un pays bien plus vaste qu'une petite île de l'océan Indien, et parlé par des millions de locuteurs. Il est douteux que le créole réunionnais s'étende largement et donne sur quelques siècles la profusion de grands auteurs qui illustrent la langue française.

Il termine en s'interrogeant sur l'avenir et sur la poursuite du soutien apporté par la métropole : que se passerait-il s'il cessait ? Il est certain que le niveau de vie s'effondrerait et rejoindrait celui des îles voisines, comme Maurice, mais sans doute pas la grande pauvreté de Madagascar. Il n'est pas étonnant que les indépendantistes soient marginaux, d'ailleurs la question n'est pas abordée dans le livre tellement il s'agit d'un non-sujet. Sur quelles ressources la Réunion pourrait alors compter, coupée des apports massifs de l'extérieur, essentiellement le tourisme, mais elle ne dispose pas des atouts de sa voisine, le tourisme à la Réunion est surtout de type sportif et de nature (montagne, randonnées, volcan, courses, etc.) du fait de la beauté spectaculaire de l'île mais de la quasi-absence de plages paradisiaques, peu susceptible de créer des emplois et des revenus suffisants.

En conclusion, on ne peut qu'admirer la somme de travail fournie par Ho Hai Quang. L'auteur boucle avec ce dernier ouvrage une fresque historique majeure consacrée à l'économie de la Réunion, devenue une référence.

**Jacques Brasseur**

**Franck Temporal, *Migrations, emplois et inégalités à l'île de La Réunion (1946-1999). Quel apport pour la compréhension du développement ?* L'Harmattan, collection *Populations*, 2021, 298 p.**

Le livre de Franck Temporal, démographe et sociologue, complète celui de Ho Hai Quang, bien qu'il couvre essentiellement la période 1946-1999 contre 1961-2020 pour Ho. Publiés la même année, les deux auteurs n'ont pas eu connaissance de l'autre ouvrage. F. Temporal s'attelle à étudier les migrations et leur rôle dans le développement de l'île.

L'auteur rappelle dans le premier chapitre l'évolution économique, démographique et sociale à la Réunion depuis l'après-guerre et la départementalisation. On retrouve les mêmes analyses que chez Poirine (1993) ou chez Ho Hai Quang sur l'économie de rente administrative, l'île dépendant des transferts extérieurs. Dans le chapitre 2, on trouve la description des données macroéconomiques et sociales, comme le PIB/hab comparé, l'IDH, les indicateurs d'inégalité, de chômage, les aides diverses, etc., qui permettent de conclure sur un succès global du développement, au milieu de flagrantes inégalités.

Le chapitre 3 aborde la question au cœur du livre, le rôle des migrations. D'abord l'émigration vers la métropole est poussée par l'État pour des raisons démographiques, diminuer le trop-plein de population dans l'île, et frappée par le chômage, puis après 1981 et le changement de pouvoir à Paris, le choix libre de migrer est favorisé, on parle dès lors plutôt de « mobilité ». Les flux en sens inverse, de la métropole vers la Réunion, une immigration dans l'île donc, augmentent avec les besoins du développement, dans l'éducation, la santé, l'administration, les techniciens, les cadres et ingénieurs, etc.

Les départs atteignent leur sommet entre 1974 et 1982, avec un solde migratoire négatif de 33 480 personnes, soit un déficit de plus de 4000 personnes par an entre les départs et les arrivées. Cela s'inverse dans les années 1990 avec plus d'arrivées que de départs, et +1800 personnes par an lors de la décennie. L'île attire aussi parmi les autres îles environnantes (Mayotte, Comores, Maurice, Madagascar), plus pauvres, par son niveau d'aides et d'infrastructures, médicales et autres.

La population de la Réunion a été multipliée par trois depuis 1946, nous précise l'auteur dans le chapitre 4, alors que les immigrants dans l'île, « métros » principa-

lement ont vu leur nombre multiplié par 18, d'environ 5000 après la guerre à environ 100 000 en 2000. De 2% de la population née à l'extérieur au départ on est passé à 14% un demi-siècle après. Après une analyse fouillée de tous les aspects des migrations vers et hors de l'île, il conclut qu'elles contribuent à élever la qualification de la main d'œuvre et ont donc un effet positif sur le développement réunionnais, même si elles accentuent la pression sur l'emploi, dans une situation de chômage massif.

Les chapitres 4 et 5 analysent comment les individus profitent de la migration pour trouver du travail et s'insérer dans la vie économique. Les natifs migrants ont des taux d'emploi plus élevés que les natifs non-migrants, surtout avant 1990. Les immigrants à la Réunion nés en métropole ont des taux d'emploi plus élevés que les Réunionnais, de même que les Réunionnais de retour au pays.

Le sixième et dernier chapitre s'interroge sur l'effet de la migration sur la promotion sociale des individus. Les Réunionnais en métropole ont des emplois moins qualifiés que la moyenne des Français, surtout parmi les dernières vagues d'émigration. Le contraire est vrai pour les immigrants dans l'île venus de la métropole, surtout pour ceux qui n'en sont pas originaires. Mais les Réunionnais de retour ont des emplois plus qualifiés que ceux n'ayant jamais quitté l'île, ils ont ainsi bénéficié de leur expérience hors de l'île.

Dans sa conclusion l'auteur rappelle le rattrapage historique de l'île par rapport à la métropole, en termes de niveaux de vie et d'indicateurs divers comme la santé et l'éducation, tout cela permis par un effort considérable de l'État français, aidé des facilités européennes. Ainsi que les effets pervers d'une telle économie de rente, l'hypertrophie du secteur tertiaire, le coût du travail élevé et l'éviction des activités de production, devenues non concurrentielles dans l'environnement régional, et donc le chômage de masse, la pauvreté résiduelle et les inégalités. Problèmes communs aux autres DOM. Une enclave développée, mais segmentée, soutenue à bout de bras par un pays riche, dans un contexte environnant en développement. Les migrations sont, nous rappelle-t-on, bipolarisées, c'est-à-dire essentiellement entre l'île et sa métropole, accessoirement avec le monde extérieur. L'auteur juge les effets des migrations sur le développement local positifs, en élevant le niveau de qualification, par l'apport dans l'île de gens déjà formés et par la formation des émigrés en métropole lorsqu'ils reviennent, et en poussant la demande de consommation du fait des surrémunérations, et donc la croissance d'activités essentiellement présentes (de biens et services non échangeables avec l'extérieur).

Au total, un ouvrage très complet sur les migrations et leurs effets, hors et vers l'île, avec un appareillage statistique impressionnant. Franck Temporal nous offre une étude extrêmement utile pour tous ceux qui s'intéressent à cette île française si attachante de l'océan Indien.

**Jacques Brasseur**